

4 Économie

Exploitation illégale des ressources forestières

Le Kévazingo en danger !



Ici, la réunion de travail entre les principaux acteurs concernés.



Campagne de sensibilisation contre la coupe illégale du Kévazingo dans un village.



Une bille du Kévazingo qu'il faut sauver.

MSM (Source : CNLCEI)
Libreville/Gabon

Réputée pour sa qualité et sa polyvalence (menuiserie, ébénisterie de luxe, artisanat, construction navale, chemin de fer, fabrication d'instrument de musique...), cette essence extrêmement rare fait pourtant l'objet d'une surexploitation illicite pouvant précipiter sa disparition dans les années à venir, prévient une mission conjointe de la Commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite (CNLCEI) en collaboration avec l'ONG Brainforest et l'appui du PNUD, la campagne, la première du genre sur le terrain, visait à faire respecter les principes de gouvernance dans l'exploitation du Kévazingo. Elle rentre dans le cadre de la mise en œuvre du Document de stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux (DSLCCBC).

ENTAMEE le 29 juin 2015, à Oyem, la mission de sensibilisation et d'information sur la lutte contre la corruption dans le secteur forestier avec un focus sur l'exploitation abusive et illégale du Kévazingo, a pris fin le 10 juillet

dernier après avoir sillonné les départements du Woleu, du Ntem et du Haut-Ntem (nord du Gabon). Sous la conduite de la Commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite (CNLCEI) en collaboration avec l'ONG Brainforest et l'appui du PNUD, la campagne, la première du genre sur le terrain, visait à faire respecter les principes de gouvernance dans l'exploitation du Kévazingo. Elle rentre dans le cadre de la mise en œuvre du Document de stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux (DSLCCBC). Treize (13) villages de la partie septentrionale du pays étaient concernés par cette activité. Il s'agit d'Akok, Biebe Melene, Meyo Kyé, Akam-Essatouk, Akam-Effak, Ebomane, Assok-Bega, Mvan, Nkang, Akouk Afane, Zangoue, Mba-Essangui et Bibasse.

IGNORANCE La mission a pu mesurer l'ampleur du phénomène (la surexploitation

et de manière intensive du kévazingo réputé pour être dense, stable, lourd, dur, résistant aux champignons et aux termites) nourri par l'ignorance des populations, déjà affaiblies par la précarité. Ainsi, le monde rural a été informé sur la loi régissant l'exploitation de la forêt, ses droits, la procédure pour vendre le bois, la nécessité de protéger le domaine forestier, son potentiel et les alternatives efficaces (ex : forêts communautaires) contre ce que d'aucuns qualifient de « cannibalisation » du kévazingo, en particulier et des autres espèces en général, au risque d'assister à leur extinction dans les années à venir. Devant les différents chefs de villages ou de regroupements et leurs administrés venus en grand nombre à chaque escale, Protet Judicaël Essono Ondo, chef de mission, expert/exploitation forestière à Brainforest, a précisé : « Les qualités et la polyvalence dans l'usage de ce bois (menuiserie, ébénisterie de luxe,

artisanat, construction navale, chemin de fer et fabrication d'instrument de musique) provoquent sa surexploitation ». Mieux, dans un prospectus distribué pour la circonstance par l'ONG, on y découvre que le kévazingo est un « arbre extrêmement rare allant de 0,001 à 0,12 tiges /ha. » Et, comme ce qui est très rare, est cher, le Kéva a tout naturellement une « valeur importante sur le marché du bois ». Pour s'en convaincre, les prix oscillent entre 180 000 (mercuriale des Eaux et forêts) et 400 000 francs le mètre cube à Libreville voire deux millions de francs sur les places asiatiques, dont la Chine. Dès lors, les exploitants véreux en profitent pour arperer, la nuit tombée, les villages en proie à la précarité. « Dans leur stratagème, ils sont parvenus à acheter notre bois à 30 000/m3, seulement », concède un habitant du regroupement d'Ebomane, visiblement ulcéré par ces pratiques qui

gangrèment la filière et menacent la ressource, massive dans le Woleu-Ntem et significativement présente dans l'Ogooué-Ivindo (nord-est). Selon l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT), le Gabon, en 2010, était le plus gros exportateur de Kévazingo (l'arbre peut atteindre plus de 40 mètres de long et plus de 2 m de diamètre). Après l'interdiction de sortie des grumes du pays, il y a 5 ans, le Gabon a vendu à l'étranger environ 11 000m3 de ce bois sciés entre 2011 et 2012, loin devant la RDC, le Cameroun et la Guinée-Equatoriale (350 à 1 580 m3 par an). « Depuis bientôt quatre ans, l'espèce est confrontée à des coupes illégales privant le Trésor public d'une manne importante faute de traçabilité et nos populations sont payées en modiques sommes », a renchéri Jean-Paulin Ekoua Sima, commissaire-membre à la CNLCEI, alternant le français et la langue

vernaculaire (Fang) devant l'auditoire, composé de jeunes, retraités et du troisième âge notamment exposés à la corruption. « La loi vous permet de saisir la Commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite pour dénoncer les cas de corruption, trafic d'influence ou d'avantages indus mais avec des preuves pour une mise en mouvement de l'action publique », a exhorté M. Ekoua Sima, suite aux allégations quant à l'existence d'un « réseau qui fait le tour des villages parfois la nuit » afin de couper, sans permis, le kévazingo, une espèce pluri-centenaire. Du reste, Brainforest a rappelé que dans une « fiche informative du 18 avril 2014, la Direction générale des forêts (DGF) a annoncé l'interpellation de six responsables pour coupe illégale de kévazingo dans le nord du pays ». Ils n'avaient pas tenu compte du diamètre minimum d'exploitation (DME), 90 centimètres au Gabon.

Surexploitation du Kévazingo

Quels moyens de lutte ?

MSM(Source : CNLCEI)
Libreville/Gabon


LA présence en rase campagne de la délégation a permis de discuter des alternatives efficaces à la spoliation du précieux bois. On cite la gestion des forêts communautaires autrement appelées dans le code forestier en révision « Domaine forestier rural ». Cette mutualisation des moyens devrait favoriser une gestion optimale des ressources, in fine, améliorer les conditions de vie des populations, à travers des infrastructures collectives (écoles, dis-

pensaires, routes...). A ce niveau, la localité d'Akok, sur la route de Minvoul, enregistre des progrès. Elle a tenu une assemblée générale constitutive d'une association villageoise de leur forêt communautaire, boostée par un ancien cadre de la Direction générale de l'aménagement du territoire. Les responsables des Eaux et Forêts de la province du Woleu-Ntem accompagnent le projet, a-t-on appris. Les membres pourraient mieux négocier avec les acteurs de la filière, y mener toutes activités : éco-tourisme, pisciculture, création d'une scierie, formation des jeunes du village et sécurisation des forêts d'autant plus qu'il y a

aussi une exploitation illicite qui se développe au-delà du kéva. **ACTIONS** Au terme de la mission, des villages « pilotes » ont été identifiés pour la poursuite de la campagne de sensibilisation et d'information sur la lutte contre la corruption dans le secteur forestier sous la férule de l'ONG Brainforest. En outre, il est prévu des séminaires dans quelques chefs-lieux de provinces à l'endroit des exploitants forestiers, administrations locales du secteur et autorités administratives à l'effet de « sensibiliser mais aussi de trouver des voies et moyens d'implémenter la Stratégie de lutte contre

la corruption et le blanchiment des capitaux (SLCCBC) et la Convention des Nations Unies contre le crime et la drogue (CNUCC) », a assuré l'Organisation non gouvernementale. Des initiatives saluées tant à Oyem qu'à Bitam, par les chefs de regroupements des villages convaincus qu'« ils ne se feront plus tromper » par les trafiquants tout en militant pour une « synergie entre les communautés villageoises, les ONG, les Eaux et Forêts et la CNLCEI pour que cesse l'exploitation frauduleuse du kévazingo, que les anciens présentent comme un bois "sacré" ». La tournée dans les départements du Woleu, du Ntem et du Haut-Ntem aura également permis à

Blanche Simonny-Abegue du PNUD, de rappeler que la croisade contre la corruption avait débuté par l'atelier de formation des experts académiques (26-28 mai 2015 à Libreville), avant de se poursuivre à Oyem (24- 27 juin 2015), à travers une caravane de prévention et de sensibilisation sur la corruption et le blanchiment des capitaux en milieu scolaire pilotée par l'ONG "On ne m'achète pas". Alors que le Réseau des organisations libres de la société civile pour la bonne gouvernance au Gabon (ROLBG) mettait l'accent sur la formation du secteur privé sur la lutte contre la corruption (29 - 30 juin) à Port-Gentil (Ogooué-Maritime).

<p>CHANGEMENTS</p> <p>COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 14/07/2015</p>  <p>Union Gabonaise de Banque</p> <p>SiteWeb : http://www.ugb-banque.com</p>	<p>FIXING</p>			<p>VENTE BILLETS (sans frais)</p>	
	DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1049	1USD =	593,680	1 USD	629,984
CAD	1,4055	1CAD =	466,707	1 CAD	491,008
JPY	136,3000	1JPY =	4,813	100 JPY	500,452
GBP	0,7115	1GBP =	921,935	1 GBP	959,893
CHF	1,0478	1CHF =	626,033	100 CHF	65511,36
ZAR	13,7985	1ZAR =	47,538	100 ZAR	4943,41
MAD	10,8056	1MAD =	60,705	1MAD	63,13
CNY	6,8597	1CNY =	95,625	1CNY	98,49

<p>INDICES BOURSIERS</p>		
	en date du	
CAC 40	14/07/2015	4990,40
DOW JONES	14/07/2015	17760,41

<p>BRENT (IPE) US Dollars/Baril</p> <p>14-juillet : 57,78</p>
